

Tableau 1. : Partage du savoir et du pouvoir entre les Tutsi et les Hutu de 1929 à 1993

Domaine ou activité	Année	Tutsi	Hutu
<i>Ecole de Murahvya</i> (transférée à Gitega en 1928)	1929	117	53
<i>Groupe scolaire d'Astrida</i> (Rwanda-Urundi)	1932	45	9
	1933	21	?
	1934	26	13
	1935	41	11
	1945	46	3
	1946	44	9
	1947	44	12
	1948	85	13
	1949	85	14
	1953	68	19
	1954	63	19
	1959	279	143
<i>Collège du St Esprit</i> (Bujumbura)	1956	135	67
<i>Ecole Professionnelle</i> <i>d'Usumbura</i>	1956	135	117
<i>Athénée Royal d'Usumbura</i>	1956	67	12
<i>Administration du Rwanda-Urundi</i>	1959		
Chefs coutumiers		81	1
Burundi		36	1
Sous-chefs coutumiers		1050	50
Burundi		501	40
Conseil général		12	2
Conseil du territoire (Burundi)		112	26
Membres auxiliaires de l'administration tutélaire au Conseil supérieur du pays (Burundi)	1956	284	112
Les premiers commissaires du Burundi (futurs ministres)	9.9.1960	7	2
<i>Gouvernement provisoire</i> (dirigé par Joseph Cimpaye)	27.1.1961	4	2

Domaine ou activité	Année	Tutsi	Hutu
<i>1er Gouvernement Muhirwa</i>	1962-63	7 6 ministres + 1 Secrétaire d'Etat (défense nationale)	4
<i>Comité central de l'UPRONA</i>	9.1962	7	5
<i>1er Gouvernement Ngendandumwe.</i>	1963-64	7 6 ministres + 1 Secrétaire d'Etat (défense nationale)	6
<i>Gouvernement Nyamoya</i>	1964	8 6 ministres + 2 Secrétaires d'Etat (défense nationale et gendarmerie)	5
<i>Répartition des postes dans la haute administration sous le Gouvernement Nyamoya</i>	1964		
- Ministres		8	5
- Chefs de cabinet		7	3
- Directeurs généraux		9	4
- Directeurs		34	4
- Gouverneurs de Province		6	2
- Commissaires d'Arrondissements		15	3
- Directeurs parastataux		13	0
- Parquets (sans précision de grade)		?	2
- Juges Tribunaux Province		11	0
- Juges Tribunaux		66	3
Résidence			
- Corps diplomatique		22	5
<i>2e Gouvernement Ngendandumwe</i>	1965	9 7 ministres + 2 Secrétaires d'Etat (Défense nationale et gendarmerie)	6

Domaine ou activité	Année	Tutsi	Hutu
<i>Répartition des postes dans la haute administration</i>	7.1965		
Directeurs généraux		12	7
Directeurs		36	14
Directeurs adjoints		35	22
Armée :			
Hommes de troupe	1965	20%	80%
Officiers	1965	90%	10%
<i>Gouvernement Biha</i>	29.9.65	8 4 ministres + 4 Secrétaires d'Etat (Armée, gendarmerie, Planification, Justice)	6
<i>Comité national de la révolution (Micombero)</i>	1966	8	4
<i>1er Gouvernement Micombero</i>	12.12.66	11 9 ministres + 1 Chef d'Etat- major et 1 Secrétaire général à la Présidence ¹⁶	5
<i>Conseil supérieur de la République (Micombero)</i>	1971-76	22	0
<i>Gouvernement Micombero</i>	14.7.1972	11 10 ministres + le Président de la République	4
<i>Conseil suprême révolutionnaire (Bagaza)</i>	11.1976	30	0
<i>1er Gouvernement Bagaza</i>	1977-78	16 14 ministres + 2 Secrétaires d'Etat	4 3 ministres + 1 Secrétaire d'Etat
<i>3e Gouvernement Bagaza</i>	1979-80	15	4
<i>Comité central de l'UPRONA</i>	12.79	44	4
<i>Assemblée nationale : 65 députés¹⁷</i>	22.10.82	48	15

¹⁶ A partir de 1.1967

¹⁷ Soit 52 élus et 13 cooptés par le président Bagaza.
Les 52 élus se décomposaient ainsi : 39 Tutsi, 11 Hutu et 2 dont l'ethnie n'est pas déterminée. Des 13 cooptés, 9 étaient Tutsi et 4 Hutu

Domaine ou activité	Année	Tutsi	Hutu
<i>5e Gouvernement Bagaza</i>	8.11.1982	15	5
<i>Comité militaire de salut national (Buyoya)</i>	1987-90	31	0
<i>Armée burundaise</i>	1987	?	?
Hommes de troupe		11970	30
Officiers		398	2
Commandants de camps militaires		20	0
<i>Gouvernement Buyoya</i>	1.10.1987	15	5
<i>Gouvernement Buyoya (après Ntega et Marangara)</i>	19.10.88	13 12 ministres + 1 Secrétaire d'Etat	11 10 ministres + 1 Secrétaire. d'Etat
<i>4e Gouvernement Buyoya</i>	2.4.92	12 11 ministres + Président de la République	13 11 ministres + 2 Secrétaires d'Etat
<i>Commission constitutionnelle</i>	3.91	19	16

envie de leur répéter cette parole d'un sage : *"Il est fort dommage qu'un crime qui passe les limites de l'horreur entraîne des attitudes officielles qui passent celles de la déraison"* (L.-A. Zbinden).

Ce n'est donc pas "depuis 1965 (que) les Tutsi au pouvoir avaient décrété (secrètement bien entendu) de faire accéder le moins possible de jeunes Hutu aux études plus poussées", ainsi que le note Boniface Kiraranganya - ancien responsable de la Sûreté nationale dans les années 1960¹⁸, c'est plutôt une politique de toujours même si les dirigeants tutsi en rejettent la responsabilité sur le colonisateur et le missionnaire. Ceux-ci n'ont fait que "bureaucratiser" une situation préexistante, une permanence d'être. Au cours des différents massacres génocidaires, les Tutsi extrémistes ont liquidé non seulement les élites Hutu proprement dites, mais tout ce qui chez les Hutu représentait une élite en puissance¹⁹. Cette vélocité et brutalité sanguinaire par des massacres hideux qu'on nomme par euphémisme "répression" touche parfois également des Tutsi non extrémistes.

Ce génocide physique s'accompagne chaque fois d'un génocide intellectuel qui fait que, par exemple, à l'Université nationale du Burundi, le nombre d'étudiants Hutu

¹⁸ Boniface-Fidèle KIRARANGANYA, *op. cit.*, p. 74.

¹⁹ René LEMARCHAND et David MARTIN, *op. cit.*, p. 11.

atteignait à peine, en octobre 1993, 700 contre quelque 3300 Tutsi. Sans oublier le fameux code "i" et "u" ou "A" et "B" ("i" et "A" désignant les Tutsi et "u" et "B" les Hutu) qui fixaient, jusqu'il y a peu de temps, le pourcentage des élèves tutsi et hutu à faire réussir à l'examen national et à admettre au secondaire, en privilégiant, cela va de soi, les Tutsi. Et le peu de Hutu qui réussissaient à passer par les mailles du filet étaient orientés automatiquement dans les cycles courts, pour devenir des auxiliaires, indépendamment de leur capacité intellectuelle. Résultats : certaines facultés de cette Université de l'apartheid, telles que celles de droit et des sciences économiques, sont réservées presque exclusivement aux Tutsi.

On peut ainsi dire que les régimes qui se sont succédés à Bujumbura, depuis l'indépendance en 1962, ont mis en pratique (secrètement bien sûr), les recommandations de Mgr Léon Classe. A savoir que "l'école des Bahutu est nécessaire pour former catéchistes, maîtres d'écoles, répétiteurs et pour instruire et former la jeunesse en général (...). L'école des Batutsi (...) doit avoir le pas sur celle des Bahutu (...). Elle prépare l'avenir en nous gagnant les futurs chefs, en gagnant leurs parents et le gouvernement. Elle doit passer avant celle des Bahutu"²⁰. S'il était vrai que "le ridicule déshonore plus que le déshonneur" on serait en droit de se demander comment est-ce que les dirigeants républicains sont devenus les disciples appliqués du méchant (colonisateur) Belge tant vilipendé et accusé d'avoir semé le germe de la haine et de la division ethnique au Burundi. Mais dans notre pays, il est plus difficile d'analyser le tissu social, de montrer les agents pathogènes qui engendrent nos conflits que de mener toutes les recherches du monde sur le SIDA et le cancer.

Pourtant le mal qui ronge notre pays n'est pas difficile à diagnostiquer. C'est celui que le clergé de Bururi montrait du doigt trois mois avant les événements de Ntega et Marangara. Son nom : "Une injustice délibérée dans la distribution des fonctions et des postes de responsabilité à la faveur de l'ethnie tutsi". En effet, notaient les pasteurs du diocèse de Bururi: "dans le recrutement le critère ethnique prime sur celui de l'objectivité et de la compétence. On observe la même injustice dans l'octroi des Services (...). Certaines promotions de Hutu ne semblent destinées qu'à tromper l'opinion ou à casser les personnalités qui présente émergent. La sécurité de l'Etat se comme la sécurité des Batutsi contre les Bahutu. Elle provoque l'insécurité chez ces derniers, entretient la psychose sociale, allant souvent jusqu'à la provocation ouverte"²¹.

Et pour pérenniser la suprématie tutsi, on refuse aux Hutu d'entrer à l'armée puisque, reconnaît encore le clergé de Bururi, "les Hutu sont presque totalement exclus de l'armée". Ne pouvant asseoir indéfiniment la sécurité des Tutsi sur la frustration des Hutu et cédant aux pressions nationales et internationales²², le major Pierre Buyoya finit malgré tout par jeter du lest. Quelques éléments Hutu sont de nouveau admis à l'armée et quelque 50 candidats Hutu se présentent à l'Institut supérieur des cadres militaires (ISCAM), dont 25 réussissent l'examen d'entrée. C'était sans compter avec les jusqu'au-boutistes Tutsi car, après le test, aucun candidat hutu ne figurait sur la liste

20 Cité par Gamaliel MBONIMANA, *L'instauration d'un royaume chrétien au Rwanda (1900-1931)*, Thèse de doctorat (non publié), Louvain-la-Neuve, 1981, p. 352.

21 *Vivre en frères dans le Burundi d'aujourd'hui et de demain : Unité nationale, analyse et propositions du clergé du diocèse de Bururi*, 10 mai 1988, Polycopié, p. 2-3.

22 Dans sa motion votée par le Parlement européen lors de sa session de septembre 1988, il est dit notamment "Considérant que le pouvoir politique est pratiquement totalement aux mains des Tutsi qui ne représentent que 14% de la population alors que la majorité constituée par les Hutu est exclue de la gestion du pays, le Parlement européen (...) estime que la démocratisation du système politique est une condition indispensable à la pacification".

des 60 récipiendaires. Pour éviter le scandale, 7 candidats hutu furent ajoutés à la liste des 60. Suite aux mauvais traitements et aux pires supplices dont ils furent victimes, la plupart ont dû quitter l'ISCAM afin d'avoir la vie sauve. Pour les Tutsi extrémistes, "on peut tout partager sauf l'armée".

II.1.4 L'armée ou l'anatomie du mal

Dans un pays où toutes les institutions et les corps sociaux sont malades, il serait étonnant que l'armée échappe à la règle. Car à vrai dire, c'est de cela qu'il s'agit. Or, contrairement aux allégations des Tutsi extrémistes et de leurs acolytes hutu, qui avancent constamment l'argument d'un Burundi "nation séculaire", la vérité oblige malheureusement à reconnaître que le Burundi post-colonial est loin d'avoir été un Etat-nation, au vrai sens du terme. Les grands ténors des différents pouvoirs qui s'y sont succédés depuis l'indépendance se sont plutôt conduits comme les représentants de groupes d'intérêts plus ou moins transethniques, ayant fait de l'Etat un moyen de prédation légale, à la manière de ce que Jean-François Bayart nomme la *politique du ventre*.

Dirigé par des mafieux rompus aux techniques de la fraude et du faux, de la duplicité et de la tricherie généralisée, l'Etat burundais post-colonial n'a été qu'un "Etat-ethnie", dans lequel une frange de Batutsi se sont confondus volontairement avec la nation. Et cela nous vaut le spectacle désolant que nous connaissons depuis une trentaine d'années. Il était donc difficile à l'armée formée sur ce modèle de capture de l'Etat, de sortir de cet encroûtement pour atteindre le niveau d'une véritable armée nationale.

Car faut-il le souligner, encore une fois, malgré la Constitution, de jolis discours politiques et l'adoption massive d'une charte de l'Unité nationale, les plus influents et les grands décideurs politiques ont généralement fait preuve d'un comportement éloigné de tout fondement démocratique et l'armée qu'ils ont mise sur pied ne peut être qu'à leur image.

C'est en quelque sorte ce que faisait remarquer l'Honorable Christian Sendegeya au major-Président, Pierre Buyoya, en décembre 1992, en ces termes : "Nous savons bien qu'il y a des militaires et des policiers qui sont vraiment pour une éclosion véritable du multipartisme. Mais nous sommes également inquiets de l'existence d'une frange de l'armée et de la police sérieusement intoxiquée par des civils upronistes, qui se disent prêts à tout chambarder dès que le FRODEBU gagnerait les élections présidentielles. Certains Upronistes ne nous ont-ils pas avertis que le FRODEBU aurait intérêt à se contenter d'un nombre de sièges au Parlement et de ne pas convoiter la magistrature suprême, que sinon nos têtes vont tomber ? Notez que notre armée compte une bonne partie d'hommes à faible niveau d'instruction, donc facilement manipulables par des civils"²³. D'autres observateurs disent encore que cette armée comprend non seulement des soldats qui ne savent même pas écrire leurs noms mais aussi et surtout des officiers peu scrupuleux, brutaux et indisciplinés.

Comment en est-on arrivé là ? Tout simplement parce que, comme l'Etat, l'armée ne représente pas toutes les couches de la société dont elle est issue. Comme dans le civil où l'on a préféré l'appartenance ethnique et régionale à la compétence, le clientélisme à

²³ Christian SENDEGEYA, *Réflexions d'un militant Tutsi du FRODEBU à propos d'une probable "nouvelle" flambée de violences interethniques au Burundi*. Lettre adressée à S. E. Monsieur le Président de la République du Burundi, le 8 décembre 1992, p. 3.

l'honnêteté et à d'autres qualités humaines, le choix des hommes et des dirigeants au sein de l'armée a obéi aux mêmes critères.

A noter que cela n'est pas propre à notre seul Burundi. On le retrouve aussi ailleurs en Afrique où, comme le fait remarquer D. Bangoura, l'on constate que "les chefs militaires nommés par le pouvoir politique doivent davantage leur promotion à des critères politiques ou personnels qu'à des références au combat ou à l'aptitude à la profession. Un tel système rend l'accès aux honneurs difficile à quiconque, même compétent, ne se prête pas au jeu du pouvoir. Ces mêmes chefs ne s'en cachent pas. Ils font par ailleurs ostensiblement état des biens qu'ils ont acquis pendant que la troupe vit dans des conditions misérables. Dans un tel ordre, les notions d'héroïsme, de sacrifice, de patriotisme, d'affrontement avec la mort résonnent comme des mots creux"²⁴.

Confondant nation et pouvoir politique du moment, auquel elle fait allégeance, l'armée devient une force de répression au service du pouvoir politique identifié avec l'ethnie, la région ou le clan - si ce n'est les trois à la fois. De ce fait, elle devient atypique; elle sort amoindrie et avilie de son rôle, elle se montre inapte à assumer sa fonction véritable, celle de garantir l'intégrité et l'indépendance de la nation tout en étant au service de tous les citoyens, sans exception.

Sur le plan structurel, l'obéissance aveugle et passive aux chefs promus sur des critères plus que discutables chavire dès que les militaires sont livrés à eux-mêmes, car la loyauté et la conviction ne sont pas leurs qualités premières. L'armée se trouve ainsi placée dans une position absurde où, au lieu de défendre la démocratie, elle la tue comme en octobre 1993 et dans les massacres qui ont suivi le putsch. Le ver est dans le fruit.

²⁴ Dominique BANGOURA, "Armées et défis démocratiques en Afrique", in *Afrique 2000*, n° 12, janvier-février-mars 1993, p. 116.

II.2 le FRODEBU face à un mur "ethniste"

Les organisations politiques qui ont conduit jusqu'à la création du Parti SAHWANYA-FRODEBU sont nées à l'extérieur du pays. Elles sont donc la conséquence directe des crises politico-ethniques vécues par le pays depuis son indépendance. La naissance du FRODEBU s'étend sur une dizaine d'années et a pour ancêtre d'abord une organisation estudiantine, le mouvement BAMPERE. Puis est créé l'UBU, le Parti des travailleurs du Burundi au sein duquel les divergences idéologiques et tactiques conduisent une branche, la plus progressiste et la plus démocratique, à chercher une conjugaison d'action avec les forces démocratiques et progressistes oeuvrant à l'intérieur du pays, qu'elles soient animées par des Tutsi ou des Hutu. C'est cette volonté qui conduit à la création du FRODEBU en 1986. Le Parti est beaucoup combattu par le pouvoir de l'UPRONA qui l'accuse de tous les maux. Mais il parvient à se développer et à gagner les élections de juin 1993. Le coup de force meurtrier et aux conséquences désastreuses pour le pays du 21 octobre 1993 est la manifestation la plus évidente de l'hostilité de certains groupes politiques, sociaux ou professionnels à un pouvoir qu'ils n'inspirent ou ne contrôlent pas.

II.2.1 Le MEPROBA à la recherche de nouveaux horizons politiques

Le mouvement progressiste et démocratique burundais dans les milieux expatriés est né au début des années 1970. Cela suite aux conflits politico-ethniques meurtriers que le Burundi a connus depuis l'année 1960 et surtout en 1965 et 1969.

Suite à la "tentative de coup d'Etat" de septembre 1969, beaucoup de cadres politiques et militaires hutu sont passés par les armes. Ce qui continue à réduire la présence et l'influence des Hutu dans l'arène politique burundaise. Ces condamnations à mort sont l'aboutissement d'une volonté délibérée de la tendance tribalo-régionaliste (les Tutsi Hima de Bururi) qui s'affirme et se consolide ainsi au pouvoir en procédant à l'élimination physique des rivaux. La tendance se confirmera encore en 1971 avec le coup dirigé cette fois-là contre des cadres politiques et militaires tutsi non originaires de Bururi : les Tutsi dits communément *abanyaruguru*. Devant cette barbarie, des étudiants hutu, dont la plupart militent au sein de l'Union des étudiants Burundi, UNEBA, décident de fonder le MEPROBA (Mouvement des étudiants progressistes Burundi) afin d'instaurer un cadre de lutte contre le pouvoir *fasciste* de Bujumbura. Ces étudiants réagissent contre un certain *immobilisme* et une certaine complicité constatés parmi leurs condisciples tutsi de l'UNEBA, qui manquent de volonté pour condamner le caractère injuste des procès, des condamnations à mort et de l'exécution de cadres politiques et militaires hutu. En fait, pour les étudiants hutu, ces procès expéditifs (quand il y en a) paraissent se placer dans la logique de la répression sans commune mesure du coup d'Etat du 18-19 octobre 1965 et des massacres ethniques (contre les Tutsi) qui l'ont suivi dans certaines parties de la province de Muramvya, particulièrement dans la commune de Bukeye (Busangana).

Pour les fondateurs du MEPROBA, il faut que la pensée et l'action politiques au Burundi se recentrent et quittent les seuls clivages ethniques et s'intéressent davantage aux aspects socio-économiques. Le MEPROBA adopte ainsi l'idéologie marxiste-léniniste à l'époque en vogue dans les milieux estudiantins du monde entier.

On note néanmoins que la tactique de diabolisation bien ancrée dans les méthodes d'action du parti unique UPRONA ne tarde pas à se mettre en mouvement, en présentant cette organisation estudiantine comme un mouvement uniquement soucieux de préoccupations ethniques. Ce qui, à la lecture des publications du MEPROBA, mais

aussi au vu des positions politiques du mouvement qui critique sévèrement les comportements ethnistes de certains individus et groupes hutu, montre que le but poursuivi par les ténors de l'UPRONA, l'ancien parti unique, est de briser ce mouvement qui se veut rassembleur autour d'une idéologie nouvelle.

D'ailleurs, pour faire preuve de son engagement à s'ancrer sur une analyse objective de la société burundaise, hors des seules considérations ethniques, le MEPROBA procède, en 1974, à de sérieuses purges en son sein. Gérard Rushishikara, alors trésorier du mouvement mais aussi ayant des analyses et des comportements rivés sur les seuls problèmes ethniques du Burundi, est exclu. Il fonde alors son propre mouvement, TABARA, qui fait parler de lui au milieu des années 1970. Au même moment, le MEPROBA cherche à s'étendre partout dans les milieux estudiantins et au sein des cadres hutu expatriés suite aux durs événements survenus au pays en 1972.

11.2.2 Deux ancêtres du FRODEBU

Au Rwanda, un groupe d'élèves et d'étudiants fondent alors en 1976 BAMPERE (Mouvement des étudiants progressistes Barundi au Rwanda). L'initiateur du mouvement n'est autre que Melchior Ndadaye, soutenu activement par Daniel Bacinoni, Cyprien Ntaryamira et beaucoup d'autres élèves et étudiants qu'on retrouve d'ailleurs aujourd'hui dans beaucoup de secteurs de la vie nationale. Ces élèves et étudiants se font traiter de tout par certains de leurs compatriotes qui trouvent que seul un mouvement à caractère ethnique dans la philosophie comme dans l'action a des chances de succès pour opérer le changement de régime que d'aucuns espèrent au Burundi.

Cela ne décourage pas les jeunes élèves et étudiants de BAMPERE. Se joignant à d'autres citoyens burundais fonctionnaires à Kigali, ils fondent, en août 1979, un parti politique dénommé UBU (*Umugambwe w'abakozi b'Uburundi* ou Parti des travailleurs du Burundi). Pour des raisons tactiques, Melchior Ndadaye n'est pas mis à la tête du parti dont il est pourtant l'idéologue et l'animateur incontesté. Il occupe alors le poste de secrétaire national chargé de l'information alors que son compagnon Sylvestre Ntibantunganya, arrivé au Rwanda le 1er mai 1979 à la suite de rumeurs survenues à l'Université du Burundi, s'occupe des relations extérieures depuis 1981.

Le parti UBU est sévèrement critiqué par certains individus et courants politiques évoluant dans les milieux des réfugiés tant au Rwanda qu'en Europe. Au Rwanda, TABARA lui mène une vie dure, l'accusant de diviser les Bahutu au moment où, selon les animateurs de TABARA, l'unité des Bahutu s'impose pour faire face au régime de la IIème République, qui n'a fait que décevoir les milieux de réfugiés quant à son analyse de la question ethnique au Burundi. En Europe, certains membres du MEPROBA, pourtant d'accord avec les orientations idéologiques du Parti et les analyses faites sur la situation politique, économique et sociale du pays, critiquent les procédures tactiques du nouveau parti. Pour eux, il faut attendre quelques temps pour créer un parti. Selon leur analyse, il aurait fallu créer d'abord un grand journal, de type *ISKRA* de Lénine pour rassembler tous les *progressistes* burundais qui vivent au sein des exilés burundais. Il manque alors, comme tout le monde peut s'en rendre compte, une ouverture manifeste non seulement à l'endroit d'autres démocrates burundais éparpillés un peu partout dans le monde, mais aussi et surtout une volonté de conjugaison d'action entre les progressistes et démocrates burundais de l'intérieur et ceux de l'extérieur.

C'est à cela que les jeunes gens réfugiés au Rwanda, auxquels se sont adjoints certains membres du MEPROBA, répondent en août 1979 en créant l'UBU (Parti des travailleurs du Burundi).

Le parti UBU est en fait la pépinière de ce qui devait devenir plus tard le FRODEBU. Dès sa fondation, on y trouve en effet les grands ténors qui vont animer le FRODEBU tant dans sa phase de clandestinité qu'après son agrément officiel, le 23 juillet 1992 : Melchior Ndadaye, Cyprien Ntaryamira, Sylvestre Ntibantunganya, qui vivent alors au Rwanda, sont au sein du Parti. Richard Ndikumwami, qui fréquente alors le département de Sociologie de l'Université de Lubumbashi, suit de près l'évolution du parti surtout depuis son retour au Burundi en 1978, deux ans après la fondation de BAMPERE dont les publications lui ont servi dans la rédaction de son mémoire de licence. Pontien Karibwami, rentré également au Burundi (après six ans d'exil) et qui, entre-temps, a obtenu une bourse pour aller parachever ses études en Belgique, est en

contact avec l'UBU à travers son représentant en Europe, en la personne de Jérôme Ndiho.

Le parti UBU publie deux journaux : *Le Flambeau de la Révolution* et *Ukuri*. Non seulement ces deux publications circulent dans les milieux des réfugiés mais ils sont aussi envoyés au Burundi où ils rencontrent beaucoup de sympathie au sein de la frange instruite du pays notamment à Bujumbura, mais aussi au sein des basses couches de la population, notamment dans le monde des travailleurs.

La diffusion de ces journaux est effectuée par des jeunes gens que l'UBU a envoyés en éclaireurs au Burundi depuis l'année 1980. Ce sont eux qui commencent à entrer en contact avec la branche dite *progressiste* de l'UPRONA et de ses mouvements intégrés, qui fait parler d'elle à l'époque. Parmi ses membres figurent Juvénal Madirisha, alors maire de Bujumbura (mais qui ne tardera pas à quitter cette fonction), Jean-Baptiste Manwangari, Antoine Nkeshimana (le journaliste animateur de Radio Burundi connu sous le surnom de Komesha) et bien d'autres comme Raphaël Bitariho, l'un des rares hutu à fréquenter alors les cercles politiques officiels.

Dès 1980, au sein de l'UBU, l'on se rend compte que la stratégie de pénétration au Burundi, dans le but d'opérer la conjonction entre les forces progressistes et démocratiques évoluant au sein de la diaspora (réfugié) burundaise et celles se trouvant à l'intérieur du pays peut être payante. Donc que le rêve de créer un parti politique progressiste et démocratique supraethnique capable de faire face et de vaincre le vieux parti UPRONA dont la gestion n'a pas pu empêcher les tragédies de 1965, 1969, 1972 et 1973, est réalisable. D'où l'accélération du mouvement de retour au pays au moment même où la dictature du colonel Bagaza atteint son paroxysme. Les années 1981-1983-sont ainsi les années de retour "massif" au pays des militants du Parti UBU : Emile Niyuhire, Cyprien Ntaryamira, Daniel Bacinoni, Donatien Serwenda, Léonce Ngendakumana, Christin Ndiokubwayo, René Ndirabika et bien d'autres. Certains décrocheront dès leur arrivée au pays.

Au même moment, une véritable décantation idéologico-politique s'opère au sein du parti UBU. De longues discussions stratégiques ont lieu quant aux moyens à mettre en oeuvre pour aboutir à l'objectif recherché : opérer un profond changement dans la gestion des rapports politiques, économiques et sociaux au Burundi. Il faut souligner dès le départ que la marche vers la résolution de la question ethnique paraît la plus en vue. Deux tendances se dégagent alors au sein du parti.

La première tient à la stricte clandestinité sans tentation de s'ouvrir au monde extérieur ni à travers les publications (le parti UBU publie alors *le Flambeau de la Démocratie* et *Ukuri*) ni à travers les contacts humains comme ceux dont il a été question plus haut. Cette aile prône même la lutte armée en tant que la seule voie susceptible de faire décrocher le régime UPRONA qui, dès 1966, s'est mué en un régime militaro-fasciste géré successivement depuis cette date par Micombero et Bagaza.

La deuxième tendance prône plutôt une ouverture large et dynamique vers les *progressistes* et *démocrates burundais* de l'intérieur. Cette tendance, animée spécialement par Melchior Ndadaye et Sylvestre Ntibantunganya, entend opérer les changements nécessaires au Burundi à travers des mécanismes démocratiques. Elle est séduite par l'effervescence que tout le monde constate alors au sein de l'UPRONA et de ses mouvements intégrés. Ce qui fait croire que le sacro-saint unanimité au sein de l'UPRONA derrière le tribalo-clanico-fascisme soutenu par une frange de l'armée tend

à se rompre. Les contestataires de la mairie de Bujumbura, les remous au sein de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (J.R.R.) que Bagaza et Hakizimana veulent baptiser de force *Union de la Jeunesse Révolutionnaire Burundaise* (U.J.R.B.), dans le but de faire oublier le nom du héros national Rwagasore, font croire en une révolution pouvant être salvatrice.

Tout cela encourage cette aile de l'UBU soucieuse d'ouverture entre les progressistes et démocrates burundais de l'intérieur. Melchior Ndadaye publie alors un document où il plaide pour *L'alliance des forces progressistes burundaises*. Cela est incompris par certains de ses camarades, notamment ceux encore en exil. Mais Sylvestre Ntibantunganya le soutient fermement et des écrits internes sur cette question circulent. Néanmoins, se trouvant incompris, Ndadaye démissionne et observe de loin la suite des événements, tout en continuant à affiner sa pensée et à la partager souvent avec Ntibantunganya qui, lui, n'a pas encore démissionné et suit l'évolution des événements du dedans du Parti.

Ainsi participe-t-il au IIIème Congrès qui a lieu à Kigali et qui consacre la scission du parti puisqu'aucun sympathisant de la tendance Ndadaye-Ntibantunganya n'est élu dans les organes dirigeants. Ce qui consacre la réalisation d'une décision déjà prise par Ndadaye et Ntibantunganya de rentrer rapidement au pays pour consolider la concrétisation de leur conviction. Ainsi, le 1er septembre 1983, Melchior Ndadaye et Sylvestre Ntibantunganya rentrent-ils au Burundi, respectivement après 11 et 4 ans d'exil. Une nouvelle étape de l'évolution des mouvements d'opposition au régime militaro-fasciste de l'UPRONA commence.

II.2.3 A la recherche d'un rassemblement supra-ethnique : la période des déceptions

parti. Les progressistes et démocrates rentrés d'exil étendent alors leur influence dans plusieurs De 1983 à 1986, beaucoup de militants du parti UBU rentrés au Burundi fréquentent des cercles et cellules progressistes aux côtés de leurs compatriotes du même type évoluant au sein de l'UPRONA et de ses mouvements intégrés. Beaucoup d'exemples peuvent être cités ici.

Melchior Ndadaye est ainsi en contact permanent avec Vincent Kubwimana considéré comme un des membres influents du fameux Groupe SOMOZA. Sylvestre Ntibantunganya engagé comme journaliste à la Radio nationale intensifie ses réflexions dans le cadre d'une cellule où il se retrouve aux côtés de Innocent Muhozi, Antoine Nkeshimana (alias Komesha), Denis Niragira, Jean-Berchmans Nahimana, etc... Quant à Jean-Marie Ngendahayo, en contact avec Ndadaye et Ntibantunganya depuis 1979, il fréquente un même cercle de réflexion avec Alphonse Rugambarara, Eugène Nindorera et Daniel Bacinoni. Pontien Karibwami fréquente Siméon Simenya, un vétéran de l'UPRONA. Un signe que la volonté de convergence d'action entre progressistes et démocrates burundais de l'extérieur et de l'intérieur est en train de se matérialiser.

Cela continue jusqu'en juin 1986. Mais, un fait déplorable est que, quand il s'agit de passer à la deuxième vitesse pour penser à la création d'un nouveau parti en vue d'entrer en compétition ouverte avec l'UPRONA, une réticence s'observe du côté des progressistes et démocrates ayant évolué à l'intérieur du pays. Des interrogations commencent alors à poindre au sein des cercles et cellules progressistes quant à l'avenir notamment dans la perspective de la création d'un nouveau milieu, en tenant beaucoup de réunions dès l'année 1985, Léonard Nyangoma, qui est alors en relation avec Raphaël Bitariho, se rallie au cercle. Nyakabiga, où vivent Ntibantunganya et

Karibwami dans une même parcelle devient un cercle de rencontre où se peaufinent les ambitions politiques des jeunes démocrates et progressistes burundais. L'idée de la création d'un nouveau parti pointe de plus en plus à l'horizon. Au mois de mai 1986, la décision est prise. Un congrès est organisé à Gitega où des commissions travaillent en pleine rue dans cette ville avant de procéder à la mise en commun et déclarer la création du Parti FRODEBU (*Front pour la Démocratie au Burundi*). Le Parti est donc créé près de 18 mois avant la chute du régime Bagaza.

Progressistes et démocrates face aux errances de l'UPRONA et de la IIème République

Ce dernier est alors arrivé au paroxysme de sa dictature et de ses errances. Le conflit entre l'Etat et l'Eglise Catholique commencé dès 1979, notamment avec l'expulsion des Pères Comboniens, poursuivi en une guerre médiatique sans merci, bat son plein. Beaucoup d'églises sont fermées et les croyants ne savent plus où aller pour leur culte. Beaucoup de prêtres sont emprisonnés dans le but de décourager à tout prix le développement de cette Eglise que redoute le colonel qui se considère comme le seul guide de la vie nationale. D'autre part, pour le colonel Bagaza et ses lieutenants politiques et militaires, le danger perçu à travers l'Eglise Catholique est que, les rencontres SAHWANYA, que cette dernière organise sur tout le territoire national, peuvent constituer un cadre d'épanouissement d'une population (surtout Hutu) qu'il veut maintenir dans l'ignorance la plus totale. Pour Bagaza, l'ouverture de cette population au monde extérieur constitue un danger.

On le constate aussi à travers les stratégies arrêtées par certains sbires de son pouvoir pour bloquer l'accession des jeunes hutu à l'enseignement secondaire. La découverte, en 1986, des listes d'identification ethnique des élèves de la 6ème année primaire dans certaines provinces du pays, particulièrement Kirundo et Bururi, confirme cette autre forme du génocide que Bagaza et son pouvoir mènent sournoisement contre les Hutu. De 1965 à 1972, Micombero avait procédé à l'élimination physique de toute la frange "évoluee" des Hutu (intelligentsia, commerçants, étudiants et notables de renom). Bagaza lui, parachève cette sale besogne par ses listes ethniques pour bloquer l'accès des enfants hutu à l'enseignement secondaire et supérieur. Sa politique économique et sociale consiste à ne favoriser que des hommes de son ethnie et plus tard, au sommet de sa mégalomanie, que les seules personnes de son clan et sous-clans (les *Bahima-Bayanzi* ou *Bashingo*). Emile Mworoha, alors Secrétaire général de l'UPRONA, alerté par les rares cadres politiques Hutu de l'UPRONA et du Parlement, ne peut rien contre cette paranoïa.

En plus Bagaza sait aussi tuer à petit feu. Que d'honnêtes citoyens, Hutu ou Tutsi, connaîtront la prison sous son règne ! Quand le major Buyoya prend le pouvoir en septembre 1987 et décrète l'amnistie, pas moins de 300 prisonniers politiques sortent des geôles de cette "deuxième République" décadente. Parmi eux de grands hommes d'affaires tels Salvator Ndikumagenge et Didace Nzohabonayo mis en prison uniquement parce que ne provenant pas de la province "sacrée". Parmi eux également beaucoup de jeunes Hutu que Bagaza et sa sûreté soupçonnent d'être membres du mouvement démocratique, tels que Mamès Bansubiyeko, Noël Batungwanayo, Audace Niyongabo et bien d'autres.

Par ailleurs le régime Bagaza s'est montré à tout moment farouchement opposé à toute émergence d'idées politiques nouvelles. Avec son acolyte Isidore Hakizimana, Bagaza traque sans merci les jeunes de la J.R.R. qu'il transforme en U.J.R.B. Dans ses errances et phobies malades contre le Hutu, il organise une véritable chasse à l'homme contre

ce dernier qu'il identifie ou soupçonne appartenir à des organisations politiques clandestines (elles le sont toutes à l'époque). C'est ainsi que sont jetés en prison Daniel Baciuni, Emile Niyuhire et Cyprien Ntaryamira, tous membres de l'UBU et rentrés au Burundi depuis peu.

Dans ce jeu macabre, Bagaza fait arrêter et emprisonner pendant quelques jours François Ngeze qui, depuis des années, même en exil, travaillait pour les services secrets. La manière dont Ngeze glorifie cet homme dans la longue "plaidoirie" qu'il produit en 1986, accusant beaucoup de ses anciens condisciples hutu de l'exil d'appartenir aux mouvements MEPROBA et UBU, est à ce propos significative. Ngeze sort ainsi rapidement de cette consultation qu'il a eue en prison, alors que Cyprien Ntaryamira y croupit pendant quelque deux mois. Et quand Mme Sylvana Ntaryamira va implorer Fausta Bagaza pour qu'elle intervienne auprès de son mari en vue de la libération de Ntaryamira, la première dame du "Burundi révolutionnaire" interroge ironiquement : "C'est vrai que votre mari veut tuer les Batutsi ?"

Or, n'est-ce pas plutôt le régime Bagaza qui a trouvé des stratégies diaboliques pour éliminer physiquement les rares cadres hutu ? Lui qui sert aux prisonniers une nourriture mélangée de brisures de verre ou de sable ! C'est dans ces conditions que meurt par exemple Charles Shahuri, conditions de traitements inhumains dont peut témoigner Roch Rutondiye, qui a également fréquenté les geôles de Bagaza. Aujourd'hui, c'est ce même Bagaza qui cherche à se faire une peau neuve et prétend redresser un pays qu'il a lui-même enfoncé dans le désastre pendant ses 11 ans de long règne !

Juvénal Madirisha : l'opportuniste ambulant

On peut et on doit s'interroger ici sur le comportement de certains hommes qui braillent aujourd'hui, vis-à-vis de ces errements d'un Bagaza dont la mégalomanie n'échappe à personne. Prenons par exemple le cas de Juvénal Madirisha alors en contact avec notre camarade Emile Niyuhire, qui a connu longuement la prison sous Bagaza. Il faut dire que l'évolution politique de Juvénal Madirisha a été toujours teintée d'un opportunisme sans égal.

Dès 1967, Juvénal Madirisha, alors en stage en France, contribue beaucoup à faire adopter l'idéologie marxiste au sein de l'Union des étudiants Burundi. Il le fait avec autant d'énergie et de vigueur que cela paraît réussir, compte-tenu des comportements gauchisants affichés par la Jeunesse nationaliste Rwagasore (J.N.R.) qui, déjà en 1964, avait attaqué l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Burundi traités alors d' "impérialistes".

Quand le 28 novembre 1966 le Capitaine Micombero fait son coup d'Etat, soutenu par quelques hommes politiques et militaires de sa région (Simbananiye, Shibura, Ntiruhwama et Sota notamment), il bénéficie beaucoup du soutien de ces jeunes dans lesquels se trouve Juvénal Madirisha. Ce sont ces jeunes qui ont défilé dans les rues de Bujumbura pour imposer au peuple burundais le Capitaine Micombero déjà frustré par ses origines claniques (il était hima et ce clan n'avait pas du tout bonne presse à la cour royale). Micombero s'avère être, outre sa fainéantise et sa nullité politique, le plus vil dictateur que le Burundi ait connu. C'est sous Micombero que le génocide contre les Hutu, visiblement lancé depuis 1965, se peaufine et se transforme en catastrophe

nationale (ikiza) en 1972-73 après les purges de 1969 (contre les concurrents et "opposants" hutu) et de 1971 (contre les concurrents Tutsi Banyaruguru).

Devant cette dégénérescence de la nation et son Etat, Madirisha ne lève pas le petit doigt. Pourtant, tout homme consciencieux et patriote, défendant réellement les droits de la personne humaine, se devait de réagir vigoureusement devant le génocide de 1972-1973 qui coûta la vie à plus de 200.000 Hutu et contraignit près de 350.000 autres à l'exil.

Quand Bagaza prend le services à la nouvelle clique des galonnés. Il le fait avec son ami Jean-Baptiste Manwangari qui, soit dit en passant, serait de souche rwandaise et de surcroît Hutu. Plutôt que la révolution populaire que Madirisha et Manpouvoir le 1er novembre 1976, M. Madirisha est parmi les premiers intellectuels tutsi à saluer l'événement et à offrir seswangari ont toujours prônée, on assiste à une révolution de palais, qui ne change rien dans les orientations politiques du pays. Certes, Bagaza et ses idéologues parlent d'*intwaro rusangi* (régime démocratique), donc d'un régime populaire, mais en fait l'affairisme, le tribalisme, le clanisme qui marquent ce régime montrent jusqu'à quel point on est loin d'un véritable changement socio-politique. Le bon discours servi par Bagaza et ses idéologues n'a pour d'autre but que celui de jeter la poudre aux yeux d'un peuple profondément meurtri par la gestion désastreuse de son prédécesseur, Micombero.

Pour récompenser l'opportuniste Juvénal Madirisha, tout au moins à ses débuts, la IIème République le nomme maire de la ville de Bujumbura. Son passage à la tête de la mairie de la capitale burundaise n'est pas des plus glorieux. L'histoire de chèque revendiqué à coup de gifles à l'endroit de son comptable, par celui que l'opposition considère comme l'homme n'ayant jamais trahi ses principes, en dit long. L'Honorable Christian Sendegya l'a suffisamment décrit à l'époque où le parti SAHWANYA-FRODEBU se trouvait dans l'opposition (voir *Aube de la Démocratie* n°6). Puis, Madirisha, certainement en conflit avec le puissant clan hima des Bayanzi et Bashingo, se trouve oublié, contraint à n'exercer qu'un travail de simple fonctionnaire. Cependant à chaque occasion, il ne manque pas d'essayer de briser le silence dans lequel l'on tente de le maintenir. Mais de façon maladroite et révélatrice. En effet, Madirisha soutient, dans la presse gouvernementale (*Le Renouveau du Burundi*), le conflit insensé et fort préjudiciable au pays que le colonel Bagaza mène impitoyablement contre l'Eglise Catholique. C'est ce conflit et toutes les errances dictatoriales et ethnistes qui l'accompagnent qui donnent quelque peu raison au PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu), qui naît à l'époque où Bagaza et ses sbires brillent par leur anticléricalisme raciste. Le mouvement de Rémy Gahutu est créé en effet le 12 avril 1980 et jusque récemment quelques "spécialistes" au Burundi le considéraient comme l'unique alternative pour sauver le pays de la dérive !

Il faut également souligner que Juvénal Madirisha connaît une traversée du désert depuis 1982. Il réapparaît aujourd'hui à travers ses écrits incendiaires dans *Le Carrefour des idées* ou au cours des réunions tenues au "Carrefour de la J.R.R." à Ngagara, réservées uniquement aux initiés. Pourtant Madirisha avait tenté de revenir sur le devant de la scène à la venue au pouvoir du major Buyoya.

Mais en vain, puisqu'il ne peut être que simple membre du comité de l'UPRONA dans la zone de Ngagara. Le forcing extrémiste mené au lendemain du *Congrès extraordinaire élargi* de l'UPRONA de fin 1990 lui permet néanmoins d'accéder au Comité central de ce parti qui, depuis, ne gère que des problèmes fondamentalement ethniques. Les assauts impétueux et impénitents menés par Madirisha et sa clique

(Rukankama, Horumpende, Hajayandi, Sinarinzi et autres) contre Nicolas Mayugi, dont on connaît pourtant les dévoués et loyaux services qu'il a rendus à l'UPRONA, montrent à quel point l'homme (Madirisha) n'a fait que cacher durant des années son *tribalisme*. Ce tribalisme qui s'affiche aujourd'hui avec l'entrée du Burundi dans la voie démocratique n'est paradoxal qu'en apparence. A vrai dire, il révèle l'hypocrisie qui habitait tous les pseudo-progressistes et "démocrates" tutsi de l'acabit, de l'école et de l'époque de Madirisha. Une hypocrisie qui ne pouvait plus se dissimuler du moment qu'ils jugeaient que leurs intérêts et leurs antiques prérogatives étaient menacés. Leur tir de barrage à la gestion de la transition démocratique est donc somme toute normale car il émoigne des douleurs de tout enfantement.

Nous constatons finalement que beaucoup de *progressistes et démocrates* burundais de l'intérieur (des Tutsi) n'ont pratiquement jamais osé condamner ouvertement les errances du Président Bagaza, surtout en ce qui concerne le non respect des droits de l'homme et du citoyen. Beaucoup, si pas la totalité d'entre eux, avaient toujours feint qu'ils pouvaient transformer le pouvoir UPRONA de l'intérieur.

II.2.4 Le FRODEBU au coeur de l'UPRONA

Cela explique pourquoi, lorsque le major Pierre Buyoya arrive au pouvoir, à la faveur de son coup d'Etat du 3 septembre 1987, cette aile *démocrate et progressiste* (on la désigne alors sous le sobriquet de *Somoza*) fait encore parler d'elle. Une chose est en tout cas évidente : de nouveau, on la sent activement en contact avec les progressistes et démocrates burundais rentrés de l'étranger ou déjà organisés au sein du FRODEBU.

Soucieux de poursuivre le dialogue à l'intérieur du pouvoir, les militants du FRODEBU coordonnent leurs efforts, profitent des contacts qu'ils avaient avec l'aile progressiste de l'UPRONA et parviennent à se hisser à certains postes importants du pouvoir. Pour sa part, Buyoya a largement besoin de Hutu intelligents à exhiber à la communauté nationale et internationale pour marquer la différence avec son prédécesseur Jean-Baptiste Bagaza.

La conjugaison de tous ces facteurs permet alors à MM. Sylvestre Ntibantunganya et Juvénal Manirambona d'être nommés au Secrétariat national permanent de l'UPRONA, respectivement comme 1er Secrétaire national chargé de l'information et de la mobilisation et 2ème Secrétaire national chargé de l'administration et de la gestion. Léonard Nyangoma est nommé Secrétaire général-adjoint de l'UTB (Union des travailleurs du Burundi). C'était à la fin de l'année 1987. Un an après, Sylvestre Ntibantunganya est nommé Secrétaire national chargé de l'Institut Rwagasore, dont le Président Buyoya veut faire un cadre de concertation, de formation et de discussion politique pour les cadres de l'Etat, tant au niveau de l'administration que du parti (unique) UPRONA lui-même. Le travail effectué par Sylvestre Ntibantunganya à la tête de cet Institut, dans une transparence jamais vécue au Burundi dès qu'on abordait les problèmes politiques du pays, paraît aux yeux de plus d'un observateur comme une véritable révolution, tant il est vrai que l'unanimité caractéristique des rencontres antérieures avait fini par dégoûter les hommes de bonne volonté. Tout le monde se bouscule donc pour participer aux débats organisés par l'Institut Rwagasore sous la houlette de Sylvestre Ntibantunganya. Aucune question n'y est tabou, même si MM. Libère Bararunyeretse et Alphonse Kadege, alors coordonnateur et coordonnateur-adjoint des activités de la Permanence nationale de l'UPRONA, qui incarnent aujourd'hui l'intégrisme ethnique tutsi au sein du parti, ne manquent pas de chercher à atténuer les effets de ce débat libérateur que tout le monde constate et apprécie à l'Institut Rwagasore.

II.2.5 M. Bararunyeretse contre les velléités démocratiques

L'exemple le plus significatif de cette lutte contre la démocratie, qui commence à prendre racine dans le débat politique national, est vécu lors d'un séminaire organisé sur la démocratie. Nicolas Mayugi, alors Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, est imposé par Libère Bararunyeretse au Secrétaire national Sylvestre Ntibantunganya pour préparer un exposé sur le parti unique et la démocratie. Nicolas Mayugi, qui occupe également un poste au sein du Comité provincial de l'UPRONA en mairie de Bujumbura, brille par sa fameuse phrase devenue alors fâcheusement célèbre dans les milieux politiques avertis de Bujumbura où il affirme que "*la démocratie dans un système pluraliste n'est qu'errance de la démocratie*". Il est applaudi et se fait dès lors remarquer puisque plus tard, fin décembre 1990, il est coopté pour assurer le Secrétariat général du Parti UPRONA acculé, l'amertume au coeur, à s'ouvrir timidement au pluralisme politique.

Comme le pouvoir ne croit pas beaucoup à la démocratie appuyée sur une compétition ouverte, entre plusieurs partis, M. Bararunyeretse (*izina ni ryo muntu*) trouve alors en Nicolas Mayugi l'homme qu'il faut monter aux premières lignes pour combattre le multipartisme qui pointe à l'horizon. Hutu, serviteur dévoué et travailleur infatigable, Mayugi paraît aux yeux de Bararunyeretse et Kadege comme le seul homme capable de faire face au torrent démocratique qui s'impose un peu partout dans le monde, des anciens pays communistes aux dictatures africaines. Faut-il rappeler que le même Bararunyeretse, le faux progressiste, le faux démocrate, fut le dernier ambassadeur de Bagaza à Bruxelles, où il fut envoyé pour "*consolider le front contre l'impérialisme*" - entendez ici la folle guerre contre l'Eglise Catholique !

Alors donc que se déroule le séminaire précité sur la démocratie, Richard Ndikumwami, Conseiller à la Présidence de la République, qui est invité à une session, est approché par la presse nationale qui veut entendre son commentaire sur l'évolution des débats. Le jeune sociologue, avec le franc-parler qui le caractérise, n'hésite pas à dire que *l'on est en train de passer au peigne fin les avantages et les inconvénients tirés par le Burundi dans sa vie politique à travers un système de parti unique*. Et d'ajouter, de façon audacieuse, il faut le dire, que *si l'on constate que l'on a beaucoup plus perdu que gagné, il faudrait avoir le courage de passer à la deuxième vitesse : celle du multipartisme*.

L'interview, diffusée par la Radio nationale irrite beaucoup Libère Bararunyeretse. Ce dernier va jusqu'à en vouloir à son collaborateur Sylvestre Ntibantunganya, l'accusant de jouer les complicités entre son ami Richard Ndikumwami et les journalistes de la radio. M. Bararunyeretse pense certainement que Sylvestre Ntibantunganya, qu'il a recruté il y a de cela deux ans à la Radio nationale, y a des amitiés qu'il peut exploiter à sa guise. Mais le coordonnateur national de l'UPRONA a-t-il perdu de mémoire que son ancien condisciple de classe (Ndikumwami et Bararunyeretse ont fréquenté le même collège des Pères Salésiens, le Collège Don Bosco à Ngozi) a une audace et une volonté de fer que d'aucuns lui enviaient !

A vrai dire, si le Président Buyoya avait cru réellement à l'unité et à la démocratie, les comportements de M. Bararunyeretse auraient dû lui montrer qu'il avait choisi un très mauvais collaborateur, un saboteur préoccupé uniquement d'assouvir ses convoitises. D'autres faits le confirment indubitablement. En août 1988 éclatent au Nord du pays, dans les communes de Marangara (province Ngozi) et de Ntega (province Kirundo) des